



Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la GRC

Rapport financier trimestriel

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2018

I

N° de cat. : PS76-1F-PDF
ISSN : 2562-6434

À moins d'avis contraire, il est interdit de reproduire le contenu de cette publication, en totalité ou en partie, à des fins de diffusion commerciale sans avoir obtenu au préalable la permission écrite de l'administrateur du droit d'auteur de la Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la GRC (CCETP). Si vous souhaitez obtenir du gouvernement du Canada les droits de reproduction du contenu à des fins commerciales, veuillez demander l'affranchissement du droit d'auteur de la Couronne en communiquant avec :

Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la GRC
C.P. 1722, succ. B
Ottawa (Ontario) K1P 0B3
Télécopieur : 613-952-8045 (Ottawa)
Courriel : publications@crcc-ccetp.gc.ca

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représenté par le ministre de la Sécurité publique, 2018

Ce document est offert en médias substitués sur demande.

Also available in English.

Table des matières

1.0 Introduction	2
1.1 Mandat.....	2
1.2 Méthode de présentation du rapport.....	2
2.0 Faits saillants des résultats financiers trimestriels et cumulatifs	3
3.0 Risques et incertitudes	3
4.0 Changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes.....	4
5.0 Approbation des cadres supérieurs.....	5
6.0 État des autorisations (non vérifié)	5
7.0 Dépenses ministérielles budgétaires par article courant (non vérifiées)	6

1.0 Introduction

La direction a préparé le présent rapport financier trimestriel conformément à [l'article 65.1 de la Loi sur la gestion des finances publiques](#) et aux exigences en matière de présentation du Conseil du Trésor. Il devrait être lu de concert avec le Budget principal des dépenses.

Le rapport trimestriel n'a pas fait l'objet d'un examen ou d'une vérification externe.

1.1 Mandat

Le rôle fondamental de la Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la GRC (CCETP) consiste à assurer la surveillance civile de la conduite des membres de la GRC dans l'exercice de leurs fonctions, veillant ainsi à ce que la GRC rende des comptes au public. La CCETP s'assure que les plaintes déposées par le public concernant la conduite de membres de la GRC sont examinées de manière équitable et objective. Elle formule des conclusions et des recommandations visant à identifier et à corriger les problèmes relatifs au maintien de l'ordre imputables à la conduite de membres de la GRC ou à des lacunes dans les politiques et les pratiques de la GRC.

[La partie II du Budget principal des dépenses](#) décrit brièvement les activités de programme de la CCETP.

1.2 Méthode de présentation du rapport

Ce rapport trimestriel a été préparé par la direction en utilisant une comptabilité axée sur les dépenses. L'état des autorisations joint à ce rapport inclut les autorisations de dépenser de la CCETP accordées par le Parlement et utilisées par l'organisme, de manière cohérente avec le Budget principal des dépenses pour l'exercice 2018-2019. Ce rapport financier trimestriel a été préparé en utilisant un référentiel à usage particulier conçu pour répondre aux besoins d'information financière à l'égard de l'utilisation des autorisations de dépenser.

Le gouvernement ne peut dépenser sans l'autorisation préalable du Parlement. Les autorisations sont accordées par l'entremise de lois de crédits, sous forme de limites annuelles, ou par l'entremise de lois sous forme de pouvoirs législatifs de dépenser à des fins déterminées.

La CCETP utilise la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale pour la préparation de ses états financiers annuels qui font partie du processus de rapport sur le rendement ministériel. Toutefois, les pouvoirs de dépenser votés par le Parlement sont encore en fonction d'une comptabilité axée sur les dépenses.

2.0 Faits saillants des résultats financiers trimestriels et cumulatifs

À la fin du premier trimestre de 2018-2019, la CCETP avait dépensé environ 20 % de ses crédits totaux disponibles comparativement à 19 % pour la même période en 2017-2018.

Les dépenses de la CCETP en matière d'effectif représentent 70 % des dépenses prévues en 2018-2019, comparativement à 68 % en 2017-2018. La CCETP s'attend à ce que ses dépenses consacrées au personnel restent élevées au cours de l'année alors qu'elle ajustera son effectif pour répondre aux priorités de son mandat et aux exigences opérationnelles.

3.0 Risques et incertitudes

Bien que le budget de fonctionnement de la CCETP et ses ressources internes suffisent pour gérer le niveau actuel de plaintes du public, sa marge de manœuvre en cas de hausse subite de la demande est très faible. En suivant les plaintes et en surveillant les tendances, la CCETP peut se charger des secteurs et des dossiers prioritaires et atténuer le risque. De plus, la CCETP dispose d'une réserve stratégique en cas de hausse marquée de services ainsi que d'une stratégie d'approvisionnement lui

permettant de faire appel à des ressources d'enquête supplémentaires en cas de hausses à court terme de la demande.

Les initiatives de mobilisation des intervenants et de sensibilisation continue de la CCETP axées sur les collectivités autochtones ont contribué à une sensibilisation accrue et à de plus grandes attentes. Cette dynamique est fondée sur le risque que les crédits et les ressources actuels de la CCETP ne soient pas suffisants pour répondre à ces attentes.

4.0 Changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

En mars 2018 le gouvernement du Canada a renouvelé le mandat de M. Guy Bujold à titre de président intérimaire de la Commission et a nommé M^{me} Karen Leibovici comme vice-présidente à temps partiel de la Commission. Ces nominations permettent de maintenir une gouvernance et un leadership à la Commission jusqu'à ce qu'on nomme un président à temps plein.

Au cours de la période du présent rapport, la Commission a entrepris quatre enquêtes stratégiques sur des activités précises de la GRC. On trouvera des renseignements sur ces enquêtes en cliquant sur les liens suivants :

- [Examen du modèle de prestation de services de police dépourvus de préjugés de la GRC](#)
- [Examen des groupes de réduction du crime de la GRC](#)
- [Examen des politiques et des procédures de la GRC concernant les contrôles de routine](#)
- [Examen systémique des politiques et pratiques de la GRC en matière de fouille à nu](#)

Par ailleurs, le président a déposé une plainte et lancé une enquête d'intérêt public concernant l'enquête menée par la GRC sur le décès de [M. Colten Boushie](#).

Les enquêtes susmentionnées mobilisent une part importante des ressources financières et humaines de la Commission.

5.0 Approbation des cadres supérieurs

Approuvé par :

Guy Bujold
Président intérimaire
Ottawa (Canada)

Tim Cogan
Dirigeant principal des finances et
Directeur des Services intégrés et des
Communications
Ottawa (Canada)

Date : 17 août 2018

Date : 17 août 2018

6.0 État des autorisations (non vérifié)

Exercice 2018-2019 (en dollars)

Par crédit	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019*	Crédits utilisés pour le trimestre se terminant le 30 juin 2018	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
Crédit 1 - Dépenses de programme	9 667 981	1 867 928	1 867 928
Autorisations législatives - Régimes d'avantages sociaux des employés	984 308	246 077	246 077
Autorisations totales	10 652 289	2 114 005	2 114 005

Exercice 2017-2018 (en dollars)

Par crédit	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018*	Crédits utilisés pour le trimestre se terminant le 30 juin 2017	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
Crédit 1 - Dépenses de programme	9 020 809	1 673 230	1 673 230
Autorisations législatives - Régimes d'avantages sociaux des employés	915 080	228 770	228 770
Autorisations totales	9 935 889	1 902 000	1 902 000

*N'inclut que les Autorisations disponibles pour l'exercice et accordées par le Parlement à la fin du trimestre.

7.0 Dépenses ministérielles budgétaires par article courant (non vérifiées)

Exercice 2018-2019 (en dollars)

Par article courant	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019	Dépenses au cours du trimestre se terminant le 30 juin 2018	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
Dépenses:			
Personnel	7 460 016	1 685 470	1 685 470
Transports et communications	686 496	76 304	76 304
Information	146 364	5 110	5 110
Services professionnels et spéciaux	1 562 794	234 235	234 235
Location	79 320	51 092	51 092
Réparation et entretien	113 314	-	-
Services publics, fournitures et approvisionnements	198 300	15 392	15 392
Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	118 036	-	-
Acquisition de matériel et d'outillage	114 259	27 189	27 189
Paiements de transfert	-	-	-
Frais de la dette publique	-	-	-
Autres subventions et paiements	173 390	19 213	19 213
Dépenses budgétaires nettes totales	10 652 289	2 114 005	2 114 005

Exercice 2017-2018 (en dollars)

Par article courant	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018	Dépenses au cours du trimestre se terminant le 30 juin 2017	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
Dépenses:			
Personnel	6 743 616	1 667 583	1 667 583
Transports et communications	686 496	38 194	38 194
Information	146 364	3 616	3 616
Services professionnels et spéciaux	1 562 794	104 515	104 515
Location	79 320	48 123	48 123
Réparation et entretien	113 314	5 041	5 041
Services publics, fournitures et approvisionnements	198 300	5 417	5 417
Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	118 036	-	-
Acquisition de matériel et d'outillage	114 259	24 479	24 479
Paiements de transfert	-	-	-
Frais de la dette publique	-	-	-
Autres subventions et paiements	173 390	5 032	5 032
Dépenses budgétaires nettes totales	9 935 889	1 902 000	1 902 000